



CHS-CT

DISI Sud-Ouest

du 1/04/2015

Déclaration liminaire de la CGT

Au niveau du ministère des finances, l'absence récente d'accord sur la prévention des risques psychosociaux illustre bien le manque de détermination du gouvernement à prendre en compte l'aspect humain dans le monde du travail. Le ministère a refusé les contributions des syndicats qui demandaient, en outre, un moratoire sur les réformes pathogènes dans les directions.

Cet événement illustre parfaitement que la crise que nous subissons, et pas seulement au ministère, est avant tout celle de la dévalorisation continue du travail au profit du capital.

Si nous revenons à notre quotidien nous constatons que rien ne s'améliore, au contraire. La situation des CID empire, les incertitudes par rapport à l'avenir s'accroissent que ce soit pour le développement, les services d'intex/qualification, la réorganisation de la Disi siège.

Si nos collègues s'investissent toujours dans leur travail, jusqu'à quand ?, les conditions d'exercice ne cessent de se détériorer. Alors que les directives imposées sont de plus en plus déconnectées de la réalité de nos services, nous ne pouvons que déplorer l'écart grandissant entre le travail prescrit et le travail réel. Entre les ordres contradictoires, des priorités qui deviennent toutes prioritaires... les agents tentent de donner un sens à leur travail en dépit des contraintes et contradictions qui pèsent sur l'exécution de leur tâches.

Alors que l'encadrement est de plus en plus important, l'encadrant apparaît plus comme un gestionnaire d'indicateurs et de respect de règles et process que de soutien aux agents. Les cadres n'ont plus le recul et les capacités d'agir afin de mieux organiser le travail de leurs équipes. Cette nouvelle conception de l'encadrement, voulue par la Direction, détériore les relations entre les agents et leur hiérarchie.

Cette évolution des rapports au sein des collectifs de travail d'où vient-elle? Depuis quelques années un nouveau mode de management, le lean-management ou management par le « maigre », se développe dans les entreprises ainsi que dans les administrations. Des millions d'euros sont consacrés à sa mise en place. Dans ce cadre les directions se doivent de tout optimiser : réduction des temps de pause, des autorisations d'absence, parcellisation des tâches ... c'est la chasse au gaspillage généralisée ! Tout ceci pour améliorer la productivité du travail afin de supporter à court terme les suppressions d'emplois.

La CGT agira de manière déterminée au sein du CHS-CT pour recueillir la parole des personnels, les défendre afin d'améliorer leurs conditions de vie au travail. Nous utiliserons tous les moyens disponibles pour y parvenir et notamment les formations (gestion du stress, gestion des conflits ...). Cependant nous ne sommes pas dupes, ces actions ne sont que là que pour soulager ponctuellement les agents sans résoudre le problème de fonds.

Au final, c'est bien une autre politique qu'il faut et une organisation du travail différente.

D'urgence il faut arrêter les politiques d'austérité et la liquidation des services publics. Il faut imposer une autre répartition des richesses produites afin de créer des emplois, revaloriser le pouvoir d'achat et financer l'action publique.